Réseau
Sortir du nucléaire

Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge - 69317 Lyon
Tél : 04 78 28 29 22 Fax : 04 72 07 70 04
www.sortirdunucleaire.org

Fédération de plus de 930 associations et 60 000 personnes, agrée pour la protection de l'environnement

Source : https://www.sortirdunucleaire.org/Les-quatre-enjeux-du-changement-de

20 mai 2004

Les quatre enjeux du changement de statut

N. D. et E. L. C.

Les retraites. Les engagements retraite d'EDF et Gaz de France, c'est aujourd'hui 80 milliards d'euros, l'essentiel revenant à EDF. Si cette somme devait être intégrée au bilan de l'électricien, l'entreprise serait en faillite. La moitié environ correspondant au régime général, c'est-à-dire à la retraite de M. Tout-le-Monde, va être effectivement adossée à la Caisse nationale d'assurance-vieillesse (Cnav) ainsi qu'à l'Agirc et l'Arrco (complémentaire retraite). Au passage, EDF devra verser une soulte qui pourrait se situer entre 10 et 15 milliards d'euros.
Et puis il y a le régime spécifique à la branche, le régime chapeau en langage technocratique, celui qui permet aux agents de partir à la retraite à 55 ans, voir quelques années avant, et de toucher 85% de leur dernier salaire de référence. Les droits passés, donc intouchables, s'élèvent à environ 40 milliards d'euros. Les deux entreprises publiques, avec l'aide du gouvernement, ont réussi à transférer la majeure partie de cette charge, soit 25 milliards d'euros, sur le client. On a pudiquement baptisé ce nouvel impôt « contribution tarifaire » sur le transport d'électricité et de gaz.
Elle a été âprement négociée avec Bruxelles afin de ne pas s'attirer les foudres des autorités de la concurrence. Reste enfin 15 ou 16 milliards que EDF et Gaz de France vont devoir provisionner dans leurs comptes.

Les finances. Le bénéfice net d'EDF au premier trimestre devrait s'élever à environ 1,5 milliard d'euros, a annoncé hier avec fierté François Roussely, le président du groupe. Ce chiffre représente une hausse de 50% par rapport à la même période de 2003, une progression qui illustre l'amélioration continue des résultats de l'électricien public selon sa direction. Il était temps. En 2002, EDF avait qualifié de « point bas » son bénéfice annuel de 481 millions d'euros.
Longtemps, en effet, EDF a souffert d'une rentabilité particulièrement dégradée pour un groupe bénéficiant d'un monopole. D'autant que, à la faiblesse des résultats sur son marché domestique, se sont ajoutées ces dernières années des pertes dans ses filiales étrangères.

Mais la tendance semble s'être inversée. En France, le gouvernement a accordé l'an dernier à EDF une hausse des tarifs qui a remis ses comptes à flot. Et, à l'étranger, les filiales contribuent de manière croissante à un Ebitda (résultats d'exploitation avant les amortissements) qui atteint tout de même 11 milliards d'euros !

Reste le déséquilibre du bilan. EDF affiche aujourd'hui une dette de 24 milliards d'euros pour des

fonds propres de 19 milliards, ce qui est correct. Mais l'entreprise va sans doute devoir débourser plus de 10 milliards d'euros pour ses retraites, puis 3 à 5 milliards pour ses engagements en Italie, sans oublier ses provisions à long terme pour le démantèlement de ses centrales nucléaires. Un renforcement des fonds propres est donc nécessaire. Il devrait passer par une entrée dans le capital d'EDF d'investisseurs extérieurs et peut-être par une introduction en Bourse, sachant que le gouvernement a indiqué dans la loi que l'Etat resterait majoritaire.

La politique énergétique. Nicolas Sarkozy a réaffirmé cette semaine la primauté de la filière nucléaire en France à l'occasion de l'examen du projet de loi d'orientation sur l'énergie par le Parlement. La décision était attendue avec impatience par les syndicats d'EDF qui réclamaient depuis des mois un engagement ferme sur ce sujet. Elle confirme aussi plusieurs décennies de choix politiques qui ont permis à la France d'assurer son indépendance énergétique. Le nucléaire fournit en effet près de 80% des besoins en électricité du pays. « Nous n'avons pas de pétrole, nous n'avons pas de gaz, nous n'avons pas de charbon, mais nous avons eu des idées », a expliqué Nicolas Sarkozy en pastichant le slogan des années 70.
Concrètement, ce choix en faveur du nucléaire va se traduire par la construction d'un réacteur européen à eau pressurisée (EPR). A l'issue du vote sur le statut d'EDF, le président de l'électricien public va réunir un conseil d'administration chargé de proposer des sites possibles.

Par ailleurs, le gouvernement a mis l'accent sur la maîtrise de l'énergie et le développement des énergies renouvelables.

Les collectivités locales. Les élus locaux de tout bord ne sont pas les derniers à se mobiliser contre le projet de changement de statut d'EDF-GDF.
Ils multiplient les initiatives en tout genre. Certains d'entre eux n'hésitent pas à afficher leur opposition sur le fronton de leur mairie par le biais d'une banderole ou d'une affiche plus discrète. Ceux des communes rurales craignent que, après La Poste ou l'école, survienne la fermeture d'un autre service public : l'agence EDF-GDF. « L'électricité est un besoin vital, non stockable, qui ne doit pas être géré selon un principe de marché.
EDF et GDF sont issus du Conseil national de la Résistance. Ces deux entreprises ont fait leur preuve et rempli leur mission de service public et d'aménagement du territoire. Tous les exemples où les entreprises de production d'électricité sont privées, à l'instar de la Californie, sont des échecs », souligne Roger Charaudie, maire PC de Garchizy dans la Nièvre.
Par ailleurs, les élus s'interrogent sur le maintien ou non du principe de péréquation tarifaire, c'est-à-dire l'application d'un tarif unique sur l'ensemble du territoire français quel que soit le lieu d'habitation. « Nous voulons l'égalité du traitement des usagers. A partir du moment où l'électricité devient une marchandise, elle est soumise à la règle de la concurrence. C'est un choix de société », poursuit pour sa part Pascal Reuillard, Conseiller général et maire PC de Varennes-Vauzelles.

Enfin, d'autres attirent l'attention sur le caractère stratégique du nucléaire et les finalités réelles du gouvernement dans cette affaire. « On peut s'interroger sur la véracité de l'intégration de partenaires privés au capital d'EDF alors qu'il faudra gérer l'énergie nucléaire », fait remarquer le maire UMP de Tarbes, Gérard Trémène. « L''ouverture du capital d'EDF n'a-t-elle pas pour finalité de faire rentrer de l'argent dans les caisses de l'Etat », interroge le premier magistrat de Tarbes.